

La loi anti Amazon ne règle rien

La loi « anti-Amazon » votée par le Parlement en janvier (et qui vraisemblablement n'entrera en vigueur qu'en septembre, après son examen par Bruxelles), a été accompagnée de déclarations émues pour la défense du livre et de ses métiers, dans un front uni du gouvernement, des libraires et des éditeurs.

En proposant d'interdire au géant de la vente en ligne de cumuler les 5% de remise légale et la gratuité des frais de port, l'exception culturelle française entend résister à l'hydre aux mille serveurs. Les apparences sont sauvées.

Les apparences seulement, car cette mesure n'est en somme qu'une rustine posée sur la seule idée du Parti socialiste en la matière depuis quarante ans : la loi Lang, fixant un prix unique aux livres et atténuant ainsi les effets de concurrence.

Sans cela, la situation du livre en France serait depuis longtemps semblable à celle des autres pays européens : majoritairement vouée à la concurrence mondialisée par Internet et perdant peu à peu forme et contenu, comme les fruits pré-tranchés et vendus sous cellophane par McDonald's.

LIMITER CONSIDÉRABLEMENT LES PERTES

Mais cette loi, à l'allure généreuse, n'aurait pourtant eu que peu d'effets si elle ne s'était accompagnée d'une injection permanente de fonds publics et d'ingénieux procédés comptables : en ce qui concerne les librairies par exemple, la possibilité de retourner les invendus au distributeur permet de limiter considérablement les pertes.

Pour le dire autrement, l'argent tourne en rond, et si la chaîne du livre n'a pas vocation à générer des bénéficiaires faramineux, elle a pourtant su rassurer les banques et les grands groupes financiers en sécurisant leurs investissements.

Avec ses à-côtés, la loi Lang a ainsi permis d'équilibrer le nombre de best-sellers industriels

avec celui des risques éditoriaux – et au château de cartes de ne pas s'effondrer. La librairie de quartier a survécu tandis que les grands groupes se sont immiscés dans le secteur du livre, à l'image de Lagardère dont le catalogue propose des hélicoptères militaires aussi bien que les meilleures ventes d'Hachette, Fayard, Grasset, Stock, etc.

Or, à propos de ce grignotage de la culture et de l'édition françaises par des multinationales, les socialistes n'ont rien dit ni fait. Pas plus qu'ils n'ont élevé la voix quand la vente en ligne et la numérisation sauvage de tout ce qui avait un potentiel commercialisable se sont imposées.

PETIT ET GROS SE RETROUVENT AVEC LA MÊME CORDE AU COU

Et c'est en créateur d'emplois qu'Amazon a été accueilli en France, malgré son marketing agressif, ses méthodes de management qui transforment en robot sa main-d'œuvre et sa pratique de l'évasion fiscale alors que ses activités en France profitent déjà d'exonérations d'impôts.

Au cours de l'enquête menée par le groupe des 451 depuis un an sur les métiers du livre, il apparaît que l'obligation de payer les frais de port imposée au riche Jeff Bezos vient un peu tard. Aujourd'hui, tous les diffuseurs-distributeurs et tous les éditeurs, du plus petit au plus gros se retrouvent avec la même corde au cou.

Tous les acteurs du livre feignent d'ignorer la réalisation de ce que chacun craignait : la part d'Amazon dans la vente des fonds (c'est-à-dire hors nouveautés) oscille entre 40% et 70%, en France, comme partout dans le monde. Un point de non-retour a été franchi, la création littéraire et la critique se retrouvent dans une situation inédite d'allégeance vis-à-vis d'un seul et unique vendeur, lequel peut désormais, selon son bon vouloir, augmenter ses marges et infléchir les choix des diffuseurs et des éditeurs.

HOLLANDE OFFRAIT DES ORDINATEURS GRÂCE AUX FONDS PUBLICS

Après avoir conquis le marché de la vente, Amazon prévoit de s'approprier celui de l'édition en remplaçant les livres par des tablettes numériques (Kindle). Malgré d'importants efforts en communication, les pratiques de lecture n'évoluent que timidement vers le numérique en France (5% des lecteurs selon le ministère de la Culture).

Pour qu'Amazon voit son rêve réalisé, le groupe américain peut compter sur le gouvernement actuel qui prépare l'école à « entrer dans l'ère du numérique ». Le projet d'un enseignement 2.0 de M. Peillon suit en cela celui initié par M. Hollande lorsqu'il était président de région en Corrèze et qu'il offrait des iPads et des ordinateurs portables à tous les collégiens et lycéens de son fief, grâce aux fonds publics.

Telle est la grande idée du Parti socialiste pour la culture. Pas de défense des métiers du livre, pas de réforme conséquente de l'éducation, pas d'action courageuse contre les injustices sociales liées aux inégalités de territoire. L'effort se veut concentré sur le miracle de la high-tech, l'achat de tablettes et autres logiciels pour la gestion des flux d'élèves, soit 10 millions de jeunes clients potentiels pour l'industrie numérique.

Déjà aujourd'hui, les enseignants, soumis à l'environnement numérique de travail (ENT), doivent s'adapter à cette intrusion décomplexée

de l'entreprise dans l'école, quels que soient les problèmes liés à leur équipement défectueux, à l'absence de formation, à la médiation de leur mission pédagogique par des machines ou aux problématiques sociales de leurs élèves.

UNE SOURDE RÉVOLUTION CULTURELLE

Or à mesure que le stand numérique du salon du livre grossit chaque année, se joue l'avenir du livre et, avec lui, celui de certains modèles de transmission, d'apprentissage, de concentration, d'éveil, de recherche et de rythmes de pensée.

Si les livres viennent à disparaître des écoles, qu'advient-il de la temporalité qu'ils contiennent dans leurs pages et des relations humaines qui s'y tissent ? Une sourde révolution culturelle est en cours qui détermine à la fois les capacités cognitives et le potentiel critique de la jeunesse d'aujourd'hui et de demain en les soumettant aux exigences d'efficacité et de rapidité véhiculées par le numérique.

Devant une telle situation, ce n'est pas à Mme Filippetti ni à M. Peillon de dire ce que doit être ou ne pas être la culture, mais c'est aux communautés de parents, de lecteurs, d'élèves, d'enseignants, de libraires, d'éditeurs, de diffuseurs, d'imprimeurs, d'auteurs, etc., de penser des organisations mutualistes et coopératives qui soient à même de conserver le peu d'indépendance qui nous reste, et de fabriquer la société de demain, avec une technologie remise à sa place.

*Le Monde.fr | 21.03.2014 | Par **Claire Féasson** (libraire, membre du groupe des 451), **Julien Quès** (graphiste, membre du groupe des 451) et **Nicolas Norrito** (éditeur et membre du groupe des 451) | Les signataires s'expriment au nom du Groupe des 451. Constitué en 2012, ce collectif réunit des personnes travaillant dans différents secteurs des métiers du livre. Ils ont écrit un appel publié dans Le Monde (6 septembre 2012), « Le livre face au piège de la marchandisation »*

<http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/09/05/le-livre-face-au-piege-de-la-marchandisation_1755856_3232.html>.